

Le bulletin d'INFORMATION

DES ACTUALITES INTERNATIONALES

DANS LE DOMAINE DE LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

وزارة المالية
MINISTRE DES FINANCES

Cellule de Traitement
du Renseignement financier



خلية معالجة الإستعلام المالي

La lettre d'Information de la CTRF / N°17. Janvier 2016

Sommaire

L'Algérie et le terrorisme en 2015: Succès à l'intérieur et voix mieux écoutée à l'extérieur

..... 1

Daesh financé par la manne pétrolière : après Capital de M6, le FINANCIAL TIMES enfonce le clou..... 2

Quand les États-Unis s'attaquent au porte-monnaie de Daech..... 4

L'Algérie et le terrorisme en 2015: Succès à l'intérieur et voix mieux écoutée à l'extérieur



L'Algérie aura enregistré en 2015 des succès probants contre les résidus de terrorisme avec la neutralisation de nombreux criminels, la récupération de quantités importantes d'armes de guerre ainsi que le démantèlement de beaucoup de réseaux de contrebande et de soutien au crime organisé, tandis que ses positions en matière de lutte contre le terrorisme transnational gagnaient en audience.

Jamais l'Armée nationale populaire (ANP) n'a autant communiqué sur ces opérations de sécurité qu'en 2015, rendant encore plus visibles les résultats considérables obtenus, à l'intérieur, en matière de lutte contre le terrorisme et le crime organisé transfrontalier.

En septembre à Tamanrasset, une réunion ordinaire du Conseil des chefs d'état-major du Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC) a permis de savoir que depuis janvier, 126 terroristes (70 abattus, 36 arrêtés et 20 repentis) ont été mis hors d'état de nuire sur l'ensemble du territoire.

Le bilan fait ressortir aussi l'arrestation de 97 membres de soutien et la récupération de 225 armes de guerre, ainsi que le démantèlement de 354 casemates et la destruction de 830 engins explosifs de fabrication artisanale.

Concernant la lutte contre le crime organisé, on note l'arrestation de 1.195 personnes, ainsi que la saisie de 314 armes de guerre et de lots de munitions de différents calibres.

Cette détermination à combattre le terrorisme, c'est le chef d'état-major de l'ANP, le général de corps d'Armée Ahmed Gaid Salah qui l'a réaffirmé lui-

même en faisant valoir que l'Algérie a déployé des "forces et des moyens

considérables pour renforcer les dispositifs de défense et de protection de ses frontières et pour lutter efficacement contre le terrorisme et la criminalité organisée transfrontalière".

L'expérience algérienne dans la lutte contre le terrorisme, soutenue politiquement par un processus réussi de réconciliation nationale entamé en 1999, devait être portée à la connaissance de la communauté internationale, confrontée plus que jamais au phénomène du terrorisme transnational, et c'est ce qui fut fait en 2015 avec la remise au système onusien d'un manuel sur le concept de la "dé-radicalisation" et la lutte contre l'extrémisme violent.

Présenté en septembre par le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, devant le 2ème sommet de la lutte contre l'extrémisme violent, le document donne un aperçu sur les grandes mesures prises par l'Algérie pour lutter contre les sources de la violence extrémiste et renforcer, dans la paix et la stabilité, les conditions de son redressement économique et social.

L'Algérie, partenaire incontournable dans la lutte antiterroriste

Ainsi familière du combat contre le terrorisme pour l'avoir vécu dans sa chair, l'Algérie est devenue peu à peu un partenaire incontournable dans ce domaine désormais à portée internationale.

Consultée par les pays voisins, africains, arabes ou surtout par les puissances occidentales, qui ont découvert tardivement les effets dévastateurs de ce phénomène universel, l'Algérie a multiplié en 2015 les approches en coopération avec ses partenaires pour la restauration de la paix dans les différents foyers de tension touchés par la guerre et le terrorisme.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry n'a pas manqué récemment de saluer le rôle "constructif" et "bénéfique" de l'Algérie dans la lutte mondiale contre le terrorisme, exprimant la disposition de son pays à travailler en "étroite collaboration" avec l'Algérie dans ce domaine.

De son côté, le président russe Vladimir Poutine s'est félicité fin octobre dans un message au président Bouteflika, que l'Algérie soit "un des Etats influents du monde musulman", exprimant la disponibilité de son pays à collaborer étroitement avec l'Algérie sur différentes questions régionales et internationales, notamment le règlement de la crise syrienne et la lutte contre le terrorisme.

Il faut dire que l'Algérie et de nombreux pays et organisations internationales se sont montrés cette année encore plus préoccupés par l'aggravation de la menace terroriste et les risques sérieux qu'elle fait peser sur la paix et la sécurité régionales et internationales, ce qui nécessite une riposte "globale", une stratégie "cohérente" et au long cours ainsi que des "synergies" entre les pays engagés contre ce fléau.

Au lendemain notamment des attentats de Paris et de Bamako, l'Algérie a tout naturellement exprimé sa solidarité aux Français et aux Maliens et appelé à renforcer la coopération contre le terrorisme.

"Ce fléau appelle une réaction solidaire de toute la communauté internationale, sous l'égide des Nations Unies, une réaction qui se doit également d'être lucide pour éviter une fracture civilisationnelle à travers le monde et à l'intérieur des pays, ce qui est l'un des buts recherchés par les commanditaires du terrorisme", a plaidé à l'occasion le président Bouteflika.

L'adoption récente par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution appelant à l'action résolue contre l'organisation terroriste autoproclamée "Etat islamique" (EI/Daech) est venue conforter la position de l'Algérie en faveur d'une "riposte globale" et déterminée.

Cheval de bataille de l'Algérie en matière de lutte collective contre la

terreur, le principe d'une coordination internationale par l'assèchement des sources de financement du terrorisme, l'interdiction du paiement de rançons et la lutte implacable contre les trafics d'armes et de drogue a fini par s'imposer comme une nécessité absolue au fil des drames vécus en direct par l'humanité au cours de l'année qui s'achève.

Lien : <http://www.aps.dz/algérie/33864-l-alg%C3%A9rie-et-le-terrorisme-en-2015-succ%C3%A8s-%C3%A0-l-int%C3%A9rieur-et-voix-mieux-%C3%A9cout%C3%A9-%C3%A0-l-ext%C3%A9rieur>

Daesh financé par la manne pétrolière : après Capital de M6, le FINANCIAL TIMES enfonce le clou



Si en juin dernier, le magazine Capital de M6 laissait entrevoir que le financement de Daesh ou Etat islamique voire même tout son système économique étaient fortement liés à la manne pétrolière, le Financial Times lui emboîte désormais le pas.

Selon le journal anglo-saxon, l'organisation pourrait ainsi dégager autour de 500 millions de dollars par

an, grâce à l'exploitation du pétrole. Les frappes aériennes de la coalition internationale ne changeant rien à l'affaire.

Au terme d'une vaste enquête, les journalistes du Financial Times ont pu ainsi établir que Daesh gère ni plus ni moins qu'une véritable compagnie pétrolière, générant l'essentiel de ses revenus de l'exploitation de l'or noir. Des conclusions auxquelles les investigations de M6 avaient également permis d'aboutir.

Selon le Financial Times, Daesh produirait ainsi entre 34 000 et 40 000 barils de brut par jour sur le territoire qu'il contrôle, en Syrie et en Irak. Sur un an, les revenus pétroliers avoisineraient l'équivalent de 440 millions d'euros.

Contrairement au mouvement terroriste Al-Qaïda, financé grâce à de riches donateurs extérieurs et grâce aux rançons de ses prises d'otage, l'organisation Etat islamique peut dégager les ressources dont elle a besoin sur son propre territoire, déclare ainsi le FT. Mieux encore – et comme ses confrères de Capital – le journal qualifie ses méthodes de professionnelles. Il ne s'agit ni plus ni moins que du business à grande échelle, une méga-entreprise dont l'activité serait la vente de pétrole low-cost, laissaient entendre quant à eux les journalistes de M6.

Le Financial Times rapporte en effet que Daesh procède à des opérations massives de recrutement de personnel

qualifié – ingénieurs, formateurs, managers – en vue de développer son secteur économique leader, devant le racket ou le commerce des antiquités.

Selon le quotidien, l'organisation Etat islamique profite par ailleurs de sa situation de monopole dans les régions qu'elle contrôle, mais aussi sur le territoire de ses ennemis. Elle fournit ainsi le carburant nécessaire aux tracteurs, aux groupes électrogènes des hôpitaux ou encore aux machines qui servent à dégager les victimes des débris.

Dans un reportage intitulé « Daesh, Etat islamique : D'où proviennent les milliards des barbares ? », le magazine présenté par François-Xavier Ménage sur M6 tentait quant à lui en juin dernier de décortiquer à sa manière le modèle économique de l'organisation terroriste et de découvrir les origines diverses de ses ressources, estimées à près de 2.000 milliards de dollars. Tout de même ...

Habitué à traiter des entreprises et des divers modèles économiques, M6 avait donc choisi d'appliquer les outils de « Capital » pour analyser le modèle Daesh. Et donc de parler de ce qui constitue une véritable fortune. Le magazine précisait alors que Daesh vend des barils entre 18 et 23 dollars, c'est-à-dire près de trois fois moins chers que les autres. Ce pétrole quittant de manière illégale la Syrie ou l'Irak pour emprunter par la suite des voies qui le conduisent en Europe.

Si le pétrole figure en très bonne place parmi ses sources de revenus, « ce poste de ressources est maintenant concurrencé par les taxes et les extorsions qui prolifèrent à tout va chez Daesh », selon les termes mêmes de François-Xavier Ménage de « Capital ». Indiquant à titre d'exemple le chiffre de 50% de taxes sur les salaires de certains fonctionnaires à Mossoul en Irak.

En dehors des revenus pétroliers, le reportage démontrait également à partir d'une enquête de plus de quatre mois sur le sujet, réalisé par le journaliste Eric Declémy, que derrière le caractère très médiatisé de la destruction d'oeuvres d'art se cache un vaste système de contrebande de pièces inestimables loin d'être toutes endommagées.

Le magazine nous éclaire également sur le fait que l'économie de Daesh fait preuve d'une très bonne organisation autour de la gestion de production pétrolière. Le reportage mettait ainsi en avant le fait que l'Etat Islamique s'est fixé pour objectif de dégager des rendements deux fois supérieurs à ceux obtenus dans les champs de pétrole avant qu'ils en prennent possession.

Comme l'indique François-Xavier Ménage, Daesh veut du rendement et ses dirigeants sont même prêts, d'une certaine façon, à casser leurs outils de production pour ça. Productivité à outrance Le journaliste considère également que l'Etat islamique est très bien organisé dans ce domaine, ses

membres connaissant très bien la filière. Cerise sur le gâteau, on y retrouve un véritable organigramme avec des ministres, des personnes en charge du budget Pétrole, dollar, productivité, un modèle au final pas si éloigné des méthodes capitalistes des majors pétrolières, sachant que cette fois-ci, il s'agit de faire du low-cost avec des mercenaires payés à moindres frais que sont les terroristes.

Lien : <http://www.leblogfinance.com/2015/11/daesh-finance-par-la-manne-petroliere-apres-capital-de-m6-le-ft-enfonce-le-clou.html>

Quand les États-Unis s'attaquent au porte-monnaie de Daesh

Des frappes aériennes ont visé lundi des camions-citernes travaillant pour l'organisation terroriste. Depuis l'été 2014, ces frappes ont réduit de moitié les revenus pétroliers de Daesh, estiment les experts



L'aviation américaine a bombardé 116 camions-citernes à la frontière entre la Syrie et l'Irak. Une première depuis le début des frappes aériennes en août 2014. Jusque-là, le Pentagone avait évité de s'en prendre à de telles cibles pour ne pas risquer de tuer des civils (des chauffeurs de poids lourds qui

n'appartiennent pas à l'État islamique), explique le New York Times.

Les attaques terroristes de ce week-end à Paris ont apparemment changé la donne. Car le pétrole est vital pour l'État islamique (EI). Non seulement il lui permet de soutenir son effort de guerre – en alimentant ses véhicules et ses tanks en essence – mais il représente également une manne financière des plus importantes pour administrer son territoire entre la Syrie et l'Irak.

«Le pétrole est sur le territoire que l'EI contrôle, explique Jean-Charles Brisard. Ils ont maintenu les installations de pompage, en extraient et le revendent ensuite directement sur place, aux puits, à des intermédiaires, poursuit le spécialiste du terrorisme qui prépare actuellement un rapport sur le financement de l'organisation. Puis ces derniers le transportent en Turquie, au Kurdistan, en Syrie, en Irak, il est vendu aux rebelles (syriens), à tout le monde.»

500 millions par année

Dans une enquête publiée à la mi-octobre, le Financial Times a estimé que l'EI produisait entre 34 000 et 40 000 barils de pétrole quotidiennement. Le baril (159 litres) étant vendu entre 20 et 45 dollars selon les cas, cela lui rapporterait, en moyenne, 1,5 million de dollars par jour. Soit 500 millions par année.

Pour Francis Perrin, directeur de la revue Pétrole et gaz arabes, il est impossible de chiffrer précisément les

revenus pétroliers de Daesh, notamment du fait que la situation sur place évolue sans cesse en raison des attaques aériennes. Selon lui toutefois, une chose est sûre: les frappes américaines couplées à la chute des prix du pétrole ont conduit à une érosion des revenus de Daesh de moitié au moins depuis l'été dernier. «Quand ils ont pris Mossoul en juin 2014, le baril valait 115 dollars, rappelle-t-il. Aujourd'hui il n'en vaut plus que 45.»

Jean-Charles Brisard confirme. D'après lui, les revenus pétroliers de l'EI seraient passés de plus d'un milliard de dollars par an à 600 millions actuellement. «Selon des sources américaines, précise-t-il, ils essaient désormais de compenser cette baisse en extrayant plus de pétrole de chaque puits grâce à du nouveau matériel qui sort d'on ne sait où.»

«Ne pas tout détruire»

Entre août 2014 et octobre 2015, les États-Unis et leur coalition ont visé à 196 reprises des installations pétrolières sur un total de 10 600 frappes, selon le Financial Times. «Notre but n'est pas de les détruire entièrement ni de les rendre totalement inutilisables, a toutefois expliqué la semaine dernière le colonel Steve Warren, porte-parole du Pentagone. Nous devons nous rappeler qu'il y aura un après-guerre, que celle-ci se terminera un jour.»

En attendant, les moyens de stockage, les puits, les raffineries (parfois mobiles, «celles qui tiennent sur un

camion», précise Francis Perrin) font partie des objectifs de la coalition. Au même titre que les convois de camions-citernes désormais. Lors de la réunion du G20 qui s'est tenue à Antalya le week-end dernier, le président russe Vladimir Poutine en a d'ailleurs profité pour montrer des photos aériennes à ses «collègues» d'un convoi long de plusieurs douzaines de kilomètres en attente de chargement. Selon lui, ces images prouvent l'ampleur du trafic illégal de pétrole et de produits pétroliers et démontrent la nécessité de frapper l'EI à son portefeuille.

Ces camions-citernes, qui effectuent des allers retours entre les sites contrôlés par l'EI et la Turquie principalement, appartiennent à des réseaux criminels la plupart du temps. Des contrebandiers bien organisés qui se sont fait la main durant des années en acheminant, sur les mêmes routes qu'aujourd'hui, du pétrole irakien ou iranien soumis à embargo, explique Francis Perrin. Et de poursuivre: «Ces criminels prennent de grands risques en traitant avec Daesh si bien que ce risque représente un coût financier pour l'organisation. Ainsi, quand le baril valait 100 dollars sur les marchés, l'EI parvenait à en retirer peut-être 45, voire 50 dollars tout au plus en le vendant.»

Autres sources de financement

Les frappes aériennes ne sont pas le seul moyen de s'attaquer aux revenus liés au pétrole de l'EI. Les États-Unis veulent également s'en prendre à ceux qui en achètent. Comme l'a révélé Le

Temps au mois de mai, des officiels américains sont ainsi venus en Suisse, fin 2014, pour discuter avec des grands groupes du négoce international afin d'échanger des idées sur les différentes sources de financement de l'organisation.

Pour les Américains, c'était l'occasion de mieux comprendre, avec l'aide de professionnels du secteur, la manière dont l'EI parvenait à faire sortir son pétrole d'Irak et de Syrie, avait alors expliqué le Seco.

De leur côté, conscients des menaces qui planent sur leurs champs de pétrole, les dirigeants de l'EI n'ont pas attendu les frappes aériennes pour diversifier leurs sources de revenus. Outre le pétrole, qui pèse pour la moitié du budget annuel au moins selon les experts, on citera le trafic d'antiquités, les demandes de rançons, le commerce de coton (très présent dans le nord-est de la Syrie) et les taxes imposées à la population. «Avec la baisse des revenus liés au pétrole, ils ont augmenté les taxes et les extorsions, souligne Jean-Charles Brisard. Ils prennent, par exemple, 50% du salaire des fonctionnaires à Mossoul. Salaire qui est toujours versé par le gouvernement central», conclut-il

Lien :

<https://www.letemps.ch/monde/2015/11/17/etats-unis-s-attaquent-porte-monnaie-daech>

**CTRF-Immeuble
Ahmed FRANCIS,
16306 Ben aknoun-
ALGER
Tel : 021 59 53 10
Fax : 021 59 52 96**

www.mf-ctrf.gov.dz